

Contrairement à ce que l'on pourrait croire à la lecture des analyses disponibles, ces crises ne sont pas nouvelles pour l'Afrique sub-saharienne. Au Niger par exemple, des manifestations contre la vie chère existent déjà depuis quelques années. Les signaux d'alerte socio-économiques et politiques du continent sont nombreux et inquiétants depuis les années 90. Il serait réducteur de penser que les causes des émeutes actuelles sont uniquement liées à une conjoncture internationale récemment perturbée par la hausse du prix du pétrole, l'augmentation des besoins des pays émergents et une spéculation financière sur les produits agricoles. Nous assistons plutôt à l'expression ultime d'un désespoir d'une population africaine prise à la gorge par une situation sociale et économique très difficile depuis une quinzaine d'année. Les causes de cette asphyxie sont multiples et étroitement liées entre elles.

LA FAILLITE DES ETATS

La situation africaine peut d'abord se caractériser par la faillite des Etats du continent à protéger et à construire un environnement favorable pour le développement social et économique de leur population. Je ne m'étendrai pas sur les régimes prédateurs – encore nombreux en Afrique - uniquement motivés par leur propre logique de survie, et ce quelles qu'en soient les conséquences sociales pour leur concitoyens. Sauf à de quelques rares exceptions, les gouvernements africains, même les plus légitimes, ont démissionné depuis longtemps face aux difficultés internes et externes énormes auxquelles ils doivent faire face. Il en résulte une absence de politiques de développement digne de ce nom et plus particulièrement en direction des zones rurales. Ce manque de stratégie pour les territoires ruraux est également criant chez les bailleurs internationaux. D'où l'inexistante de financements pour aider le monde paysan à se structurer. Le niveau des investissements productifs est extrêmement faible et compromet tout objectifs de développement et de diversification économique des campagnes africaines. Les rares investissements importants réalisés le sont par des capitaux étrangers. Ils sont orientés principalement vers des activités économiques stratégiques pour le pays car rapportant des devises (financement des infrastructures pour acheminer les produits d'extractions des mines, ou collecter et transporter les cultures de rente comme le coton par ex.). Les populations rurales - pourtant majoritaires en nombre - sont donc laissées à elles-mêmes et bénéficient de très peu d'appui / conseil de la part des administrations et de la coopération internationale pour les accompagner et développer leur potentiel agricole. Faute d'accompagnements, d'investissements et de moyens pour commercialiser leurs productions, celles-ci sont condamnées à produire une agriculture de subsistance à faible rendement, très vulnérable aux aléas climatiques et commercialisée dans un rayon géographique limité. Nos partenaires font donc le constat amer que si rien n'est fait, le 21^{ème} siècle allait continuer à être celui de la daba¹ pour les campagnes africaines. L'isolement et l'abandon des familles paysannes à leur sort sont une des réalités du continent. Et contrairement aux populations des villes, cette souffrance s'exprime depuis longtemps dans le silence.

DIFFICULTES D'ADAPTATION DES CAMPAGNES

De tout temps, les campagnes ont alimenté les villes. Avec le développement du commerce mondial et l'extension des axes majeurs de communication entre les grands centres urbains (au détriment des axes secondaires qui innervent les campagnes) l'approvisionnement des villes est profondément modifié. Comme pour le reste du monde, l'Afrique n'échappe pas à l'évolution des modes de commerce, où la grande distribution prend petit à petit le dessus sur les marchés traditionnels avec des plates-formes d'achat naturellement orientées vers les fournisseurs étrangers et amenées à être de plus en plus puissantes.

L'abandon politique des campagnes, et par conséquence l'isolement grandissant de celles-ci, a abouti à une réduction drastique des capacités du monde rural à s'adapter à ces évolutions. Les débouchés de la petite

¹ La daba désigne dans plusieurs langues africaines l'outil traditionnel de travail du sol du paysan africain.

paysannerie africaine vers les zones urbaines se sont donc réduits d'années en années malgré le dynamisme démographique des grands centres urbains qui aurait dû être un atout. Dans certains pays comme ceux du Sahel, la majorité des produits de première nécessité² consommés sont importés. Malgré leurs origines lointaines, ils sont très souvent financièrement plus abordables pour une population urbaine au pouvoir d'achat limité. Ces modifications dans l'approvisionnement des villes, associées à une ouverture sur le monde plus importante que dans le passé, ont bien sûr entraîné des changements alimentaires de la part des consommateurs urbains. Des produits comme le riz asiatique, le pain fait à partir du blé importé ou les poulets importés congelés d'Europe ou d'Amérique Latine sont devenus les aliments prioritairement consommés.

Les turbulences actuelles observées au niveau international avec la hausse des produits pétroliers et les spéculations agricoles augmentent le prix de ces produits venus de l'extérieur les rendant inabordable pour les familles urbaines. Celles-ci déjà asphyxiées depuis une quinzaine d'année par une situation économique désastreuse ne peuvent plus se retourner vers les productions locales incapables de répondre à cette demande. Face à cette impasse économique et alimentaire - qui s'inscrit souvent dans des espaces démocratiques exigus - ces émeutes sont pour les habitants des villes le signe d'un désespoir et pour beaucoup la dernière solution de survie.

DES REFORMES ETATIQUES MAL PREPAREES

Il serait injuste de n'expliquer cette incapacité des Etats à développer le monde rural que par des facteurs internes. Depuis une quinzaine d'année, le monde vit au rythme de la mondialisation économique. Toute entrave aux échanges commerciaux est systématiquement combattue au nom d'un libéralisme économique présenté comme la meilleure solution à la lutte contre la pauvreté. De ce fait, ces Etats se sont vu contraints d'accepter la réduction de leurs moyens de régulation et d'ouvrir sans restriction leur marché à la concurrence mondiale. Les années 90 ont été celles des privatisations à grande ampleur avec le licenciement de milliers de fonctionnaires. Ces réformes des Etats, qui étaient nécessaires, se sont faites sans une analyse socio-économique poussée des contextes locaux. Surtout, la mise en place de véritables alternatives pour pouvoir aider les pays à s'adapter à cette nouvelle donne n'a jamais été envisagée. Par conséquent, dans de nombreux pays, faute de politiques de reconversion, ces réformes ont entraîné la destruction d'un tissu économique qui prospérait autour d'une classe moyenne composée principalement de fonctionnaires. Ces monopoles étatiques ainsi supprimés ont laissés la place très souvent à des monopoles privés qui ne garantissent plus les missions de service public jusque là existantes. Citons par exemple la privatisation du rail au Mali qui privilégie le transport des productions de rente au détriment de celui des voyageurs ou des productions agricoles vivrières. Autre exemple, dans les années 90, la production de café au Burundi a fortement baissé en qualité et en quantité. Le gouvernement burundais assurait jadis l'encadrement des producteurs de café. Poussé par la Banque Mondiale, il a réduit son soutien au secteur. Les producteurs ont été obligés d'assumer des responsabilités pour lesquelles ils n'avaient pas été préparés.

DES MARGES DE MANŒUVRE PUBLIQUE ETROITES

L'Etat voit ainsi son rôle et ses prérogatives modifiés. Il se retrouve en charge de services publics les plus coûteux - et non rentables pour le privé - comme les routes, l'éducation et la santé. Mais dans le même temps, ses ressources diminuent : les recettes douanières sont condamnées à disparaître face à l'ouverture contrainte des frontières, les rentrées de l'impôt ou de la TVA sont contrariées par la paupérisation croissante de la population. Malgré les quelques initiatives d'annulation ou de réduction de la dette des pays africains, les intérêts et le remboursement de celle-ci continue à grever les budgets étatiques au détriment des politiques sociales et économiques. « La main qui donne étant toujours au dessus de celle qui reçoit », ces Etats africains endettés et sclérosés par un système politique et administratif inefficace ne peuvent politiquement pas s'opposer aux remèdes imposés par les créanciers et les institutions financières internationales. Il est donc extrêmement rare qu'un gouvernement africain ait les marges de manœuvre politique et budgétaire pour mener une politique de développement ambitieuse. La pression est grande sur ces gouvernements pour développer des activités économiques rapportant des devises nécessaires au service de la dette mais également primordiales pour s'intégrer dans une économie mondialisée. L'agriculture de

² Comme l'huile, le riz, le lait, etc.

rente intensive (comme le coton, le cacao, etc.) est alors privilégiée au détriment d'une agriculture familiale qui a pourtant un potentiel social et économique plus important.

LES ALTERNATIVES MISES EN PLACE PAR LES PARTENAIRES DU CCFD

Pour le CCFD, comme pour ses partenaires, le cercle vertueux supposé de la croissance économique n'est pas garanti. Le fait que bon nombre de pays actuellement touchés par les émeutes connaissent des taux de croissance économique importants en est une preuve supplémentaire. Depuis de très nombreuses années nous soutenons des partenaires mobilisés sur ces enjeux. En voici quelques exemples :

- Depuis 3 ans de nombreuses associations africaines luttent contre les Accords de Partenariat Economique entre l'UE et les pays Afrique Caraïbe Pacifique (voir à ce sujet « Faim Développement Magazine » de novembre 2007) qui compromettent toutes protections des marchés intérieurs et mettent en concurrence directe les produits alimentaires européens subventionnés face aux productions locales. Nous soutenons plusieurs partenaires sur ce sujet : ACORD, ROPPE, PELUM, CAD MALI, etc.

- Des organisations paysannes, des chercheurs, des organisations de consommateurs se sont structurés au niveau des pays francophones ouest africains pour :

- o défendre la biodiversité africaine,
- o lutter contre la « brevetabilisation » (et donc la privatisation) par des multinationales de variétés locales sélectionnées depuis des siècles par les paysans africains,
- o sensibiliser les populations urbaines à la nécessité de changer leurs habitudes alimentaires et de revenir vers la consommation des produits locaux.

Nous soutenons à cet effet la Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique Africain (COPAGEN) via un financement à INADES Formation. A noter que ce réseau a énormément bénéficié des dynamiques des forums sociaux pour pouvoir se créer, se renforcer, se structurer et se faire connaître. Nous avons de nombreux partenaires du Sahel membres de la COPAGEN

- Le réseau Afrique Verte lutte depuis 15 ans contre les causes de cette crise que le monde à l'air de découvrir. Rappelons nous de leur slogan : « les sahéliens peuvent nourrir le Sahel ». Le CCFD est membre d'Afrique Verte. Nous finançons de manière importante les activités du réseau qui est présent dans 3 pays (Niger, Mali, Burkina Faso). Afrique Verte se donne pour objectifs de rapprocher les producteurs locaux des consommateurs, développer la productivité tout en protégeant les ressources naturelles, réduire les importations et l'aide alimentaire, etc.

- Le Forum des Peuples, organisé depuis 7 ans au Mali par notre partenaire CAD MALI, en contre sommet au G8 est également une mobilisation contre les causes de cette crise : redonner du pouvoir aux petits paysans, lutter contre le démantèlement des Etats, lutter contre les pressions de la Banque Mondiale et le FMI qui détruisent toute possibilité d'avoir une politique de développement du monde rural digne de ce nom. Le CCFD le finance depuis 2005.

- Les actions menées depuis 20 ans par la Fédération des Paysans du Fouta Djallon (Guinée) pour à la fois protéger et développer une production locale de pomme de terre, mettre des freins aux importations de pomme de terre étrangère moins chères, répondre aux besoins et au pouvoir d'achat des consommateurs en leur proposant des produits locaux d'un meilleur rapport qualité / prix. Soulignons également les activités menées par les organisations MAPTO (Togo), INADES Formation Burundi, AOPP (Mali) Mooriben (Niger) pour appuyer la structuration de filières agricoles autour de cultures vivrières.

- Nous pouvons aussi ressortir de nos archives la campagne sur les importations de poulets congelés qui est également une réponse apportée par un allié Camerounais (l'ACDI) à ces dérèglements qui aboutissent à la situation actuelle. De même, rappelons nous la campagne menée par le CCFD avec Agir Ici en 2000 pour la défense de la pêche traditionnelle à Madagascar. Nous y dénonçons les Accords de Pêches entre l'UE et Madagascar et l'orientation de l'aide publique au développement française et européenne vers la pêche industrielle crevette, principalement contrôlée par des capitaux européens, et orientée exclusivement vers l'exportation. Les institutions et les bailleurs de

fonds ne consacrant à la pêche traditionnelle malgache, qu'une attention dérisoire, alors qu'elle pourrait devenir un véritable outil de développement durable si elle était appuyée.

-

- Philippe Mayol est responsable du service Afrique au CCFD